

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 09/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **AUCHAN Hypermarché**

C.D. 419  
90160 Bessoncourt

Références : UID257090/SPR/MV/ST 2023 – 0612B  
Code AIOT : 0005901370

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement AUCHAN Hypermarché implanté C.D. 419 90160 Bessoncourt. L'inspection a été annoncée le 20/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2023, une action régionale sur la thématique « équipements sous pression ». Elle est réalisée sous la forme d'une opération coup de poing au cours du 1er semestre 2023.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression dans les ICPE et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

La présente inspection a été réalisée au titre de l'action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site, exigée à l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site quelques équipements.

La visite a comporté une inspection visuelle des équipements, ainsi qu'une inspection documentaire avec la consultation de leur dossier d'exploitation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUCHAN Hypermarché
- C.D. 419 90160 Bessoncourt
- Code AIOT : 0005901370
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Auchan est une enseigne spécialisée dans la grande distribution.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- équipements sous pression

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	Mise en demeure, respect de prescription	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	Sans objet
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	Sans objet
7	Contrôle visuel des équipements	Arrêté Ministériel du 20/09/2017, article 24	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	Sans objet
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection il a pu être constaté que la liste des équipements sous pression n'est pas tenue à jour, certains équipements sont en retard au niveau des inspections périodiques et le marquage relatif aux requalifications périodiques n'a pas été effectué au niveau des équipements qui ont été vérifiés par l'inspection des installations classées.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le jour de la visite, une liste des équipements sous pression (ESP). Pour chaque équipement, la liste mentionne notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- la désignation</li><li>- la nature de l'ESP</li><li>- le fabricant</li><li>- le n° de fabrication</li><li>- l'année de fabrication</li><li>- la nature du fluide</li><li>- le volume</li><li>- la PS</li><li>- pour les inspections périodiques : la fréquence et la date de la prochaine inspection</li><li>- pour les requalifications périodiques : la fréquence et la date de la prochaine requalification</li></ul> Il n'est pas indiqué sur la liste la date des dernières inspections et requalifications périodiques, ni le régime de surveillance. Par ailleurs, la liste n'est pas tenue à jour puisqu'il est notamment indiqué comme prochaines échéances 2011, 2014 et 2016. Il semble donc, à première vue, que les équipements ne sont pas à jour de leur contrôle périodique et de leur inspections périodiques pour certains équipements. Ce point est détaillé ci-dessous.  Par ailleurs, la liste fait apparaître des systèmes frigorifiques et des informations supplémentaires relatives au CTP (Cahier Technique Professionnel) doivent donc être renseignées (référence CTP, référence de la décision d'aménagement individuelle ...)
<b>Observations :</b> L'exploitant doit mettre à jour la liste dans un délai de 15 jours.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</li> <li>- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</li> </ul> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b> Le respect des échéances réglementaires d'inspection périodique a été vérifié par échantillonnage au niveau de deux équipements, l'installation PROFROID n°93821/130/13230 - centrale positive 1 (équipement RV-406-220/RV-3185-04) ainsi que l'installation PROFROID n°81289/130/6915 – centrale négative (équipement BA 5111/9778) .</p> <p><b>Pour l'installation PROFROID n°93821/130/13230 -centrale positive 1:</b></p> <p>L'exploitant a présenté un compte rendu d'inspection périodique n°2018/04/04 réalisé par l'expertise frigorifique en date du 11 mai 2018 qui indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Type d'équipement : réservoir de liquide</li> <li>- n° d'équipement : RV-406-220/RV-3185-04</li> <li>- fabricant : TECNAC</li> <li>- année de fabrication : 2004</li> <li>- PS : 32 bar</li> <li>- Volume : 220 L</li> <li>- groupe 2</li> <li>- nature du fluide : fluide frigorigène R404 A</li> <li>- date de requalification : date prévisionnelle 2014</li> </ul> <p>Il est mentionné dans le rapport une non-conformité puisque l'équipement est à requalifier. En effet, celui-ci aurait dû être requalifié en 2014.</p> <p>Le document indique par ailleurs, la date de la prochaine inspection périodique obligatoire avant le 11 mai 2020 et la prochaine requalification prévue le 16/05/2018.</p> <p>La requalification périodique a été effectuée le 16/05/2018 ce point est détaillé plus loin dans le rapport d'inspection.</p> <p>Toutefois, une inspection périodique aurait dû être effectuée en mai 2022 mais l'exploitant a indiqué que celle-ci n'avait pas été effectuée et que la société l'expertise frigorifique était intervenue sur le site afin de réaliser un audit de l'ensemble des équipements sous pression pour une mise à niveau prochainement.</p>

**Pour l'installation PROFROID n°81289/130/6915 – centrale négative :**

L'exploitant a présenté un compte rendu d'inspection périodique n°2018/04/04 réalisé par l'expertise frigorifique en date du 11 mai 2018 qui indique :

- Type d'équipement : réservoir de liquide
- n° d'équipement : BA 5111/9778
- fabricant : CRYOKIT
- année de fabrication : 2002
- PS : 32 bar
- Volume : 250 L
- groupe 2
- nature du fluide : fluide frigorigène R404 A
- date de requalification : date prévisionnelle 2012

Il est mentionné dans le rapport une non-conformité puisque l'équipement est à requalifier. En effet, celui-ci aurait dû être requalifié en 2012.

Le document indique par ailleurs, la date de la prochaine inspection périodique obligatoire avant le 11 mai 2020 et la prochaine requalification prévue le 16/05/2018.

La requalification périodique a été effectuée le 16/05/2018 ce point est détaillé plus loin dans le rapport d'inspection.

Toutefois, une inspection périodique aurait dû être effectuée en mai 2022 mais l'exploitant a indiqué que celle-ci n'avait pas été effectuée et que la société d'expertise frigorifique était intervenue sur le site afin de réaliser un audit de l'ensemble des équipements sous pression pour une mise à niveau prochainement.

Les inspections périodiques pour les deux équipements n'ont donc pas été effectuées selon les délais réglementaires mentionnés au CTP système frigorifique en vigueur.

De plus, il a pu être constaté dans la liste la présence d'autres équipements tels que les roof-top qui peuvent être soumis à inspection périodique mais qui n'ont jamais fait l'objet d'une inspection périodique. L'exploitant doit dans un délai de 15 jours envoyer les éléments justificatifs de soumission ou non à inspection périodique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription



### N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
<b>Constats :</b> Les compte-rendus d'inspection périodique ont été vérifiés par échantillonnage au niveau de deux équipements, l'installation PROFROID n°93821/130/13230 -centrale positive 1 (équipement RV-406-220/RV-3185-04) ainsi que l'installation PROFROID n°81289/130/6915 – centrale négative (équipement BA 5111/977).
<b><u>Pour l'installation PROFROID n°93821/130/13230 -centrale positive 1 :</u></b> L'exploitant a présenté le dernier compte-rendu de l'inspection périodique en date du 11/05/2018 réalisée par l'Expertise Frigorifique. Le compte-rendu est daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique. Il fait apparaître d'observation une non-conformité (équipement à requalifier)
<b><u>Pour l'installation PROFROID n°81289/130/6915 – centrale négative :</u></b> L'exploitant a présenté le dernier compte-rendu de l'inspection périodique en date du 11/05/2018 réalisée par l'Expertise Frigorifique. Le compte-rendu est daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique. Il fait apparaître d'observation une non-conformité (équipement à requalifier).  Les équipements ont fait l'objet d'une requalification périodique le 16/05/2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### **N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p> <p><b>Constats :</b> Le respect des échéances réglementaires de requalification périodique a été vérifié par échantillonnage au niveau de deux équipements, l'installation PROFROID n°93821/130/13230 - centrale positive 1 (équipement RV-406-220/RV-3185-04) ainsi que l'installation PROFROID n°81289/130/6915 – centrale négative (équipement BA 5111/9778).</p> <p><b><u>Pour l'installation PROFROID n°93821/130/13230 -centrale positive 1 (équipement RV-406-220/RV-3185-04) :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- date de la dernière requalification périodique : 16/05/2018</li> <li>- date de la prochaine requalification périodique : non communiquée par l'exploitant</li> </ul> <p><b><u>Pour l'installation PROFROID n°81289/130/6915 – centrale négative (équipement BA 5111/9778):</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- date de la dernière requalification périodique : 16/05/2018</li> <li>- date de la prochaine requalification périodique : non communiquée par l'exploitant</li> </ul> <p>Au vu des caractéristiques des deux équipements, il ne semble pas y avoir de retard au niveau des requalifications périodiques.</p> <p>Toutefois, l'exploitant doit, dans un délai de 15 jours, renseigner les dates des prochaines requalifications périodiques au sein de sa liste d'équipement sous pression.</p> <p>De plus, il a pu être constaté dans la liste la présence d'autres équipements tels que les roof-top qui peuvent être soumis à requalification périodique mais qui n'ont jamais fait l'objet d'une requalification périodique. L'exploitant doit dans un délai de 15 jours envoyer les éléments justificatifs de soumission ou non à requalification périodique. Selon les éléments transmis à l'inspection des installations classées, des suites pourront être proposées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 5 :** Analyse du compte rendu de requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant. III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés. La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique. L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. IV.-Il est interdit : -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<b>Constats :</b> Les compte-rendus de requalification périodique ont été vérifiés par échantillonnage sur les deux équipements mentionnés précédemment.
<b><u>Pour l'installation PROFROID n°93821/130/13230 -centrale positive 1 (équipement RV-406-220/RV-3185-04) :</u></b> L'exploitant a présenté l'attestation de la dernière requalification périodique en date du 16/05/2018 réalisée par Bureau Veritas.  L'attestation est référencée 7143291/S6.6.2 RQ, elle est datée et signée par la personne ayant réalisé la requalification périodique. Elle ne fait pas apparaître d'observation, les vérifications sont satisfaisantes et l'équipement peut être maintenu en service.
<b><u>Pour l'installation PROFROID n°81289/130/6915 – centrale négative (équipement BA 5111/9778):</u></b> L'exploitant a présenté l'attestation de la dernière requalification périodique en date du 16/05/2018 réalisée par Bureau Veritas.  L'attestation est référencée 7143291/S6.6.5 RQ, elle est datée et signée par la personne ayant réalisé la requalification périodique. Elle ne fait pas apparaître d'observation, les vérifications sont satisfaisantes et l'équipement peut être maintenu en service.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Contrôle de l'état de l'équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b> L'inspection des installations a réalisé, par échantillonnage a un contrôle visuel de deux équipements sous pression, mentionnés précédemment. Il n'y a pas de dégradation ou de déformation apparente des équipements, il n'a pas été constaté de fuites ni d'échappement, l'état général est satisfaisant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Contrôle visuel des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2017, article 24
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Contrôle visuel des équipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à « tête de cheval ». Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle [...]
<b>Constats :</b> Il a été procédé par échantillonnage à l'analyse de la plaque de l'installation PROFROID n°93821/130/13230 -centrale positive 1. La plaque est lisible et comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- PS: 32 bar</li><li>- Volume : 250 L</li><li>- fabrication : 2002</li><li>- n° équipement : BA 5111</li></ul> Le marquage avec la date de la dernière requalification périodique ainsi que le poinçon tête de cheval n'ont pas été observés.  Concernant l'installation PROFROID n°81289/130/6915 – centrale négative (équipement BA 5111/9778), La plaque est lisible et comporte les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- PS: 32 bar</li><li>- Volume : 220 L</li><li>- fabrication : 2002</li><li>- n° équipement : RV-3185-04</li></ul> Le marquage avec la date de la dernière requalification périodique ainsi que le poinçon tête de cheval n'ont pas été observés.  L'exploitant doit se rapprocher de l'organisme habilité ayant effectué la requalification périodique afin de transmettre les éléments relatifs au marquage. Ces éléments devront être communiqués dans un délai de 15 jours à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet